

Les 12 et 19 juin 2022 vous aurez à faire un choix pour notre avenir et celui de notre pays en élisant votre député de la quatrième circonscription du Gard.

Au lendemain de l'élection présidentielle, **votre vote est d'autant plus important**. Voulez-vous donner les pleins pouvoirs à Emmanuel Macron, qui continuera à dégrader nos conditions de vie durant cinq ans encore, ou voulez-vous **un autre chemin, plus solidaire et plus durable** ? Voulez-vous un député complaisant qui votera la retraite à 65 ans ou voulez-vous un député qui la ramènera à 60 ans ? Voulez-vous un député déconnecté qui soutiendra le président de l'inaction climatique ou **un député à la hauteur des enjeux de la nécessaire planification écologique** ? Voulez-vous un député sans voix face à un président qui niera le débat démocratique ou **un député de combat** ?

Face à l'urgence sociale et écologique, avec votre confiance, **je serai ce député de combat pour un quotidien moins difficile**, plus solidaire, pour vous, pour notre territoire et pour notre pays.

Cette circonscription m'a énormément donné. J'y suis né, à Saint-Ambroix, j'y ai grandi, entre les Mages et Molières-sur-Cèze, j'y ai fait mes études, j'y ai fondé une famille et je m'y suis engagé dans la vie associative, syndicale et politique depuis de nombreuses années. Je connais les difficultés mais aussi les très grands atouts de ce territoire, je les vis avec vous, car je ne suis ni un marathonien de la politique, ni un candidat parachuté, mais bel et bien un citoyen militant ancré dans le réel.

Résolument de gauche et passionnément humaniste, je suis fier d'avoir su unir, autour de ma candidature, avec Cathy Chaulet, toute ma famille politique. La gauche, je l'ai toujours servie avec fidélité, constance et engagement, même dans les temps difficiles. Rassembleur et à l'écoute, je sais dialoguer avec chacun et je serai le député de tous les électeurs de la quatrième circonscription. Travailleur, je mettrai toute mon énergie pour faire avancer les dossiers locaux importants pour le territoire, comme le retour des services publics tant utiles en ces temps de crise, la fin de la deux fois deux voies, la lutte contre les déserts médicaux ou la préservation des terres agricoles.

À l'Assemblée nationale, je me battrai pour une hausse du SMIC, pour augmenter le pouvoir d'achat, pour sauver et renforcer l'école publique pour tous, pour la défense de la laïcité, pour la retraite à 60 ans et pour faire vivre nos valeurs républicaines.

Attaché à la cause de l'écologie, je suis de ceux qui pensent qu'il nous faut des actes forts pour préserver une planète habitable pour nos enfants et que les belles paroles du président de la République n'ont pas été suivies d'effets. Le dérèglement climatique est une menace sérieuse, notamment dans notre département touché par la sécheresse et les inondations. Il faut agir !

Il est temps de vivre mieux et de construire un avenir plus juste. Vous en avez le pouvoir ces 12 et 19 juin en votant pour ma candidature

de la nouvelle union populaire écologique et sociale (NUPES).

Je veux être la voix de ceux qui n'en ont plus.

Avec tout mon engagement

formand Boen

Parce que nous partageons des valeurs communes fortes.

Cathy CHAULE

Parce que des mesures de sauvegarde de la planète sont des urgences incontournables.

Parce que l'union nous garantit un vrai changement pour faire gagner nos choix.

UNE AUTRE POLITIQUE EST POSSIBLE

LUTTE POUR LE POUVOIR D'ACHAT -

Carburant, énergie, alimentation de base, logement l'inflation touche les produits de notre quotidien et le rend plus difficile pour beaucoup d'entre nous. Nous nous engageons à bloquer les prix des produits de première nécessité et à mettre en place un «bouclier logement» pour que la part des revenus consacrée à se loger diminue pour les ménages les plus modestes.

REVALORISATION DU TRAVAIL-

Chacune et chacun doit pouvoir vivre de son travail dignement. Le SMIC doit être revalorisé à 1500€ net dès le mois de juillet. Par la suite, nous organiserons une grande conférence sociale impliquant tous partenaires sociaux.

LE DROIT À UNE RETRAITE DIGNE

L'espérance de vie d'un cadre est supérieure de sept ans à celle d'un ouvrier. Repousser l'âge de départ à la retraite à 65 ans comme le veut le Président de la République, serait une profonde injustice. Nous ne laisserons pas une telle réforme se faire et prônons un retour à la retraite à 60 ans pour toutes et tous avec un minimum vieillesse au niveau du SMIC.

LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE JUSTE

réchauffe, entraînant un planète se dérèglement du climat et un déclin de la biodiversité. Pour enraver ces évolutions, il nous faut mettre en oeuvre une planification écologique, à la fois juste et très ambitieuse. L'inaction coûtera plus cher que les investissements nécessaires à une véritable transition écologique. Nous devons agir maintenant pour les générations futures.

REFONDATION DE L'ÉCOLE DE LA RÉPUBLIQUE -

L'école fige trop souvent les destins en fonction des origines sociales alors qu'elle devrait être l'un des piliers de notre pacte républicain. Les enseignants seront reconsidérés et les écoles retrouveront une vraie mixité sociale car. pour faire société, il faut apprendre à vivre tous ensemble.

CONFORTEMENT DE NOS SERVICES PUBLICS

Le service public, c'est la seule richesse de ceux qui n'en ont pas. La pandémie a rappelé combien il était précieux. Notre modèle doit être préservé, adapté aux évolutions de la société, mais il doit rester humain. Il faut rompre avec la logique du tout numérique, aui exclut.

POUR UNE EUROPE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE

Pays fondateur de l'Union Européenne, la France assumera ses responsabilités dans ce cadre. Le gouvernement que nous formerons pour cette législature ne pourra avoir pour politique la sortie de l'Union, ni sa désagrégation, ni la fin de la monnaie unique. Notre objectif sera d'entraîner d'autres États avec nous, afin de contribuer à réorienter les politiques européennes et à modifier durablement les règles et traités européens incompatibles avec notre ambition sociale et écologique légitimée par le peuple.

PENAISSANCE DE NOTRE DÉMOCRATIE —

La Ve République a une nouvelle fois montré ses limites : une présidence verticale, un Premier ministre qui ne gouverne plus, une Assemblée nationale réduite au rôle de chambre d'enregistrement, un peuple trop souvent obligé de voter par rejet. Nous rénoverons nos institutions pour renforcer la participation des citoyens et le rôle des collectivités territoriales.

DÉFENSE D'UNE LAÏCITÉ RÉPUBLICAINE «

L'abrogation des lois séparatisme et sécurité globale qui portent atteinte à nos libertés individuelles. La défense de la République laïque, humaniste et universaliste, la protection de la liberté de conscience et d'expression. Une action résolue contre le racisme. l'antisémitisme et toute forme de combat discrimination et le contre communautarismes et l'usage politique des religions.













